

Unité interdépartementale des deux Savoie
430, rue Belle Eau
ZI des Landiers Nord
73011 Chambéry

Chambéry, le 21/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/04/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DS SMITH PACKAGING SAVOIE

Avenue Robert Franck
73110 Valgelon la Rochette

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/04/2026 dans l'établissement DS SMITH PACKAGING SAVOIE implanté Avenue Robert Franck 73110 Valgelon la Rochette. L'inspection a été annoncée le 13/04/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection de l'établissement DS SMITH PACKAGING SAVOIE a été réalisée dans le cadre de l'accident survenu le 7 avril 2026 et ayant conduit à un rejet non autorisé dans le milieu naturel.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DS SMITH PACKAGING SAVOIE
- Avenue Robert Franck 73110 Valgelon la Rochette
- Code AIOT : 0010700259
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement DS SMITH PACKAGING SAVOIE situé sur la commune de Valgelon la Rochette exploite une installation de fabrication de carton à partir de rouleaux de papier. Les principales

opérations effectuées sont l'ondulage du papier, l'enduction de colle, le collage, la découpe, la sérigraphie.

La société DS SMITH PACKAGING SAVOIE est régulièrement autorisée par arrêté préfectoral du 12 septembre 2003 au titre des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées :

- 2450 (activité de sérigraphie) : régime autorisation;
- 2445 (activité de transformation du papier, carton) : régime enregistrement;
- 2940 (enduction de colle) : régime enregistrement.

L'exploitation des installations de l'établissement est également soumise aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 02/12/2021 (rubrique 2445 enregistrement) et aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 12/05/2020 (rubrique 2940 enregistrement).

Contexte de l'inspection :

- Accident
- Pollution

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, etc.

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Déclaration d'accident	Arrêté Préfectoral du 12/09/2003, article premier point 4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Effluents aqueux	Arrêté Préfectoral du 12/09/2003, article deux points 4.5.1, 4.6.1 et 4.8.1	Pour mémoire
3	Conséquences des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 12/09/2003, article deux point 4.9	
4	Déchets	Arrêté Préfectoral du 12/09/2003, article deux points 5.1.1, 5.2.1 et 5.3.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'accident du 07/04/2026 ayant conduit à un rejet non autorisé dans le milieu naturel est survenu alors qu'une procédure de cessation totale des activités est en cours et que les activités seront définitivement arrêtées à la fin du mois d'avril. Des mesures ont été prises par l'exploitant afin qu'une situation similaire ne puisse pas se reproduire.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration d'accident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/09/2003, article premier point 4
Thème(s) : Risques accidentels
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de ces installations, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Un rapport d'accident [...] est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et sur l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.

Constats :

Un signalement a été réalisé par l'Association Agréée pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique (AAPPMA) auprès de l'Office Français pour la Biodiversité (OFB) et auprès de la Direction Départementale des Territoires (DDT) à propos d'une pollution du Gelon constaté le 07/04/26 au droit de la commune de Valgelon La Rochette.

Ce signalement, relayé par la DDT auprès de l'inspection des installations classées, faisait état:

- d'une importante arrivée d'eau blanchâtre par la buse des eaux pluviales;
- de l'absence, après une première constatation le matin, d'une mortalité piscicole;
- d'une constatation réalisée par la gendarmerie;
- des vérifications menées lors de précédents épisodes de pollution confirmant que les eaux pluviales ont pour origine le complexe industriel situé au sud de la commune;
- d'une nouvelle reconnaissance l'après-midi confirmant l'absence de mortalité piscicole et la présence de traces blanchâtres en bordure du Gelon sur une centaine de mètres en aval du point de rejet.

En réponse à une sollicitation de l'inspection des installations classées, l'industriel DS SMITH a confirmé par courriel le 10/04/26 être à l'origine de ce rejet d'eaux blanchâtres au travers du réseau d'eaux pluviales de son établissement suite à un défaut de fabrication de colle et à la présence d'une vanne entrouverte. L'exploitant a précisé avoir condamné cette vanne (suppression de la tête de vanne et mise en place d'un cadenas) afin qu'une situation similaire ne puisse pas se reproduire.

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a apporté les précisions suivantes:

- la coloration blanchâtre constatée par l'AAPPMA est liée à la présence accidentelle de colle dans les rejets d'eaux pluviales du site;
- la colle est constituée en grande partie d'amidon de blé;
- la colle produite par l'industriel est stockée dans 2 cuves dédiées. A la suite d'un arrêt de production (par exemple le weekend), la colle stockée peut ne plus présenter la viscosité requise et être mise au rebut dans un puisard afin d'être décantée. Le process de décantation a pour objectif de séparer la phase aqueuse de la colle en vue d'une réutilisation de la phase solide qui est stockée puis éliminée en tant que déchets (cf. annexe 1 du présent rapport – schéma de principe de la décantation). Après passage dans le décanteur-déshuileur, la phase aqueuse obtenue est stockée dans une autre cuve dédiée. La phase aqueuse peut ensuite être réintroduite en cas de besoin dans le process de fabrication de la colle via une pompe. Une vanne est présente en partie basse de la cuve et permet afin de laisser s'écouler la phase aqueuse au travers du réseau d'eaux pluviales du site. Lors de l'accident, cette vanne était en position ouverte ;
- le rejet accidentel de la colle au travers du réseau d'eaux pluviales serait lié à un dysfonctionnement du décanteur en raison d'une quantité trop importante de colle à traiter;
- la quantité de colle rejetée est estimée à environ 3000 litres.

La visite d'inspection a permis de constater la condamnation de la vanne située en partie basse de la cuve, en cohérence avec les éléments transmis par le directeur de l'établissement le 10/04/26.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit réaliser, sous un délai d'une semaine, la télédéclaration de l'accident sur le portail suivant: <https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R71939>

L'exploitant doit établir et transmettre, sous un délai de 15 jours, un rapport complet d'accident (arbre des causes, plan d'actions, etc.). Des précisions sont en particulier attendues à propos de la position ouverte ou fermée de la vanne présente en niveau bas de la cuve de stockage de la phase aqueuse. Les Fiches de Données de Sécurité (FDS) des produits composants la colle rejetée devront être tenues à disposition de l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Effluents aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/09/2003, article deux points 4.5.1, 4.6.1 et 4.8.1
Thème(s) : Risques chroniques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article deux point 4.5.1 - qualité des effluents:</u> Les effluents ne doivent pas comporter des substances nocives dans des proportions capables d'entraîner la destruction du poisson en aval du point de rejet. Ils ne doivent pas provoquer de coloration notable du milieu récepteur.</p> <p><u>article deux point 4.6.1 - conditions de rejet:</u> A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations seraient compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.</p> <p><u>article deux point 4.8.1 - prévention des pollutions accidentelles:</u> L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation des installations pour limiter les risques de pollution accidentelle des eaux ou des sols.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les prescriptions des points 4.5.1, 4.6.1 et 4.8.1 sont indiquées ici pour rappel. Les constats sont identiques à ceux du point de contrôle précédent.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Conséquences des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/09/2003, article deux point 4.9
Thème(s) : Risques accidentels
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En cas de pollution accidentelle, l'exploitant doit être en mesure de fournir les renseignements dont il dispose, permettant de déterminer les mesures de sauvegarde à prendre pour ce qui concerne les personnes, la faune et la flore ainsi que les ouvrages exposés à cette pollution. Ces renseignements concernent notamment:</p> <ul style="list-style-type: none"> • la toxicité et les effets des produits rejetés; • leur évolution et conditions de dispersion dans le milieu naturel; • la définition des zones risquant d'être atteintes par des concentrations en polluant susceptibles d'entraîner des conséquences sur le milieu naturel ou les diverses utilisations des eaux; • les méthodes de destruction des polluants à mettre en œuvre; • les moyens curatifs pouvant être utilisés pour traiter les personnes, la faune, ou la flore exposées à cette pollution; • les méthodes d'analyses ou d'identification et organismes compétents pour réaliser ces analyses. •

Constats :

Cette prescription est indiquée ici pour rappel et doit être prise en considération par l'exploitant dans le cadre de la rédaction du rapport d'accident (cf. point de contrôle n°1).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/09/2003, article deux points 5.1.1, 5.2.1 et 5.3.1

Thème(s) : Risques chroniques

Prescription contrôlée :Article deux point 5.1.1 - dispositions générales:

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise.
[...]

Article deux point 5.2.1 - récupération, recyclage et valorisation:

Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes opérations de recyclage et de valorisation.

Article deux point 5.3.1.1 - stockages:

Toutes précautions sont prises pour que:

- les dépôts soient tenus en état constant de propreté;
- les dépôts ne soient pas à l'origine d'une gêne pour le voisinage (odeurs, envols);
- les déchets et résidus produits soient stockés, avant leur valorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risque de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines). A cette fin, les stockages de déchets dangereux sont réalisés sur des aires dont le sol est imperméable et résistant aux produits qui y sont déposés. Ces aires, nettement délimitées, sont conçues de manière à contenir les éventuels déversements accidentels et si possible normalement couvertes, sinon les eaux pluviales sont récupérées et traitées;
- les mélanges de déchets ne puissent être à l'origine de réactions non contrôlées conduisant en particulier à l'émission de gaz ou d'aérosols toxiques ou à la formation de produits explosibles.

Constats :

La visite d'inspection a permis de constater:

- le bon état de propreté du site;
- la campagne d'évacuation des déchets en cours avec l'information faite auprès du personnel dans le cadre de la procédure de cessation totale des activités du site.

Type de suites proposées : Sans suite

Annexe 1 – Schéma de principe du process de décantation

